royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

ROCARD

Image inversée de la victoire de la droite, la défaite de Michel Rocard dans les Yvelines est totale puisqu'elle est tout à la fois tactique, stratégique, politique et symbolique.

Tactiquement, Michel Rocard s'est trompé en décidant de conserver le mode de scrutin majoritaire, donc en pariant sur la défaite de son camp aux législatives de 1993 pour mieux assurer sa victoire en 1995.

Stratégiquement, Michel Rocard s'est trompé lorsqu'il a annoncé en pleine déroute une refonte de la gauche qu'il est incapable d'opérer : le « big bang » n'était qu'un pétard mouillé.

Politiquement, Michel Rocard s'est trompé lorsqu'il a inscrit son action de Premier ministre dans son ambition présidentielle, au lieu de devenir, comme chacun s'y attendait, le maître d'oeuvre de la réforme éclairée.

D'une manière plus générale, la défaite de Michel Rocard est cruellement symbolique : ce qui a été rejeté, en mars 1993, c'est la réduction de la politique à une vision technicienne et à une pratique gestionnaire. Nous ne saurions le regretter.

ET MAINTENANT ?

La droite au pied du mur

Vendée

La campagne royaliste

(p. 6/7)

Nationalité

Gare à la réforme

(p. 4)

DU 5 AVRIL AU 18 AVRIL 1993 - 23e année - Numéro 598 - 15 F
M 2242 - 598 - 15,00 F

Qui a peur de Céline ?

La publication dans *Royaliste* n° 596 d'un article de Patrick Pierran rendant compte de l'ouvrage de Philippe Alméras « Les idées de Céline » nous a valu une longue réaction de notre ami Alain Flamand.

Ecartons d'emblée deux points de vue, deux angles d'étude par trop réducteurs. Le premier voudrait que Céline n'eût pas « d'idées » - et c'était à peu près la position de Céline lui-même - hautement significative d'ailleurs - qui revendiquait au Tribunal de l'Histoire un seul titre de survie : avoir été l'inventeur d'une petite musique.

Le second voudrait qu'on étudiât Céline, son engagement, ses idées, la part insoutenable de ses pamphlets sans tenir compte de sa « musique », comme on le ferait d'un folliculaire quelconque, - et c'est très vite prendre parti contre le citoyen après avoir soldé l'oeuvre. Henri Guillemain, en des livres aussi brillants qu'inutiles, s'est illustré dans ce genre du tir détourné : abattre l'homme ; et, dans sa chute, introduire le doute sur l'oeuvre.

Aucun des deux points de vue ne tient un compte juste des rapports complexes d'un homme et de son oeuvre. Chez un écrivain, faut-il tenir le mot « idée » pour argent comptant ? C'est une monnaie certes ; mais ici, comme en économie, la mauvaise peut chasser la bonne ! Il faut donc y voir de plus près... Car aujourd'hui, qui se prête, mieux que Céline, à toutes les confusions ?

Le citoyen Destouches, - qu'il fût pitoyable et parfois ignoble après avoir été exemplaire en 14, on le sait. J'allais dire : et après ? Qu'est-ce que cela apporte à l'oeuvre et à sa connaissance, ou plutôt qu'est-ce que cela lui retire ? Seule l'oeuvre compte, où l'auteur glisse le pire ou le meilleur de lui même ; ou les deux, dès lors que leur appréciation varie selon que l'on passe de la vie au livre qui s'écrit. L'écriture rend vaine la biographie.

Ainsi, plutôt que de s'arrêter à ce constat sans intérêt - les épouvantables faiblesses d'un homme - Patrick Pierran qui, semble-t-il, reprend à son compte les accusations de Philippe Alméras, aurait-il mieux fait d'en tirer quelques problématiques de critique : par exemple, comment la folie de Céline se constitue-t-elle en objet littéraire ? Car enfin, la paranoïa de Céline ne soulèverait plus aucune poussière, n'ajouterait aucun mot, aucune virgule à l'obsédant chapitre de la folie des hommes, si ce pauvre bougre, si l'auteur de l'ignoble *Bagatelles pour un massacre* n'était aussi un géant de la littérature. Il est lâche, il a peur. Oui, mais c'est aussi le moteur de son écriture qui, dans une sorte de mouvement épique renversé, ou négatif, comme on veut, constitue l'Odyssée du *Voyage*... Ce n'est pas la lâcheté de Céline qui est condamnable, à peine celle de Bardamu. C'est éventuellement le statut de l'écriture. Or cela, ce n'est pas une problématique de morale moralisante, c'est une problématique esthétique. Au petit jeu de la morale, on risque fort de passer à côté de l'essentiel et de revenir à une terreur sur les Lettres. Une oeuvre doit se juger à son entreprise : parvient-elle à faire passer un monde (humain) dans l'espace du livre ? Le livre n'a pas à être jugé dans le monde, mais le monde dans le livre. Quant à l'auteur...! Paul, Louis, Jean-Paul sont ce qu'ils sont. Claudel, Aragon, Sartre, - c'est autre chose : d'un autre ordre, eût dit Pascal. Si Montaigne rappelle opportunément qu'un roi défèque comme son fou, c'est le roi dont je juge la politique.

Céline est prince de la littérature (1). Qu'il n'ait pas reçu sur le front les marques sereines d'un prince apaisé, cela accuse le siècle autant que Céline. Pour autant, personne n'est à l'abri de son génie. C'est même un risque supplémentaire. Et ce risque, je le vois comme une des approches possibles du génie. Mais non plus, ne nous trompons pas de combat.

Une vraie critique des idées de Céline eût ainsi consisté à montrer le dysfonctionnement progressif de son écriture. Plutôt que d'accuser la paranoïa de l'homme, montrer comment l'écriture dit la paranoïa, la construit en discours littéraire et politique, en racisme. Montrer que le délire en jeu dans les pamphlets tourne à vide, qu'au lieu de saisir le réel du juif, - si tant est qu'il existe ! ce dont je doute ! ce qui n'est pas ! - il développe son fantasme, une image, un modèle sans exemple ; et que, dans cette logique folle - folle parce qu'elle subvertit le sens de l'écriture - Céline est le plus grand : le plus faux parce que le plus cohérent. Montrer donc que l'écriture se construit en discours clos, et d'autant plus fermé que le réel lui résiste de toutes parts ; que l'abondance et la redondance sont sa fatalité qui, ensemble, la posent et la ruinent ; que toute image polémique est guettée par un excès à la mesure de son défaut de matière. Que la figure de l'écriture des pamphlets est la tautologie, par quoi elle avance en se fuyant ; et, se disant elle-même, ne dit rien du réel, dans une répétition assommante. Patrick Pierran eût ainsi pu articuler l'antisémitisme de Céline à son nihilisme. La fameuse petite musique derrière laquelle il dissimulait sa mauvaise foi : une belle histoire esthétique saturée d'hyperboles, de gradations, d'oxymores et d'antithèses, où René Girard nous a appris à lire les signes littéraires d'une crise sacrificielle intériorisée.

Il eût alors été possible de poser la grande question, qui pour ma part m'obsède depuis que je lis Céline : pourquoi le même est-il passé de la plénitude du *Voyage*..., saturé de misère vraie, d'une densité écrasante, traversé d'instants de grâce inouïe, au vide des pamphlets.

Une hypothèse : en suivant le cheminement de toute l'oeuvre, ses accélérations et ses brusques retours en arrière, n'est-il pas possible de poser un lien, sans doute organique, entre les grandes scènes du délire onirique à l'oeuvre dans les romans, et les pamphlets ? Une chose me frappe en effet : bon an mal an, Céline tient son équilibre tant que l'irréel du théâtre qui le fascine - sa féerie ! - se pose à côté du monde, le concurrence comme son endroit lisible dans les instants de grâce, comme sa positivité ; mais il bascule quand les deux se contaminent, quand le monde n'est plus qu'un théâtre sinistre et le théâtre un monde d'ombres. Voyez comment il écrit Sigmaringen : comme une farce ; shakespearienne, l'histoire s'est déréalisée. Or cette confusion de l'histoire et du jeu est lisible à fleur de texte dès *Mort à Crédit* qui date de 1937 : 1937, c'est aussi la date de *Bagatelles pour un massacre*, le premier pamphlet antisémite. C'est donc vraisemblablement la même écriture qui conduit le délire littéraire et « l'idée » raciste. Opposer le génie du romancier à l'abjection du « penseur » est dès lors un exercice vain, un hommage déplacé du vice à la vertu. Un même nihilisme est à l'oeuvre ici et là. Céline dérape quand, cessant de voyager au bout du monde, il ne voyage plus que sur le corps de l'écriture, quand il n'inscrit plus rien sur la chair du monde, sinon la trace du néant que fait l'écriture, réservant à la femme dont il est l'un des plus grands poètes les rares instants de plénitude.

En lisant Céline plutôt que son interprète douteux, Patrick Pierran eût fait l'économie d'une erreur de méthode et d'une situation paradoxale où, pour expulser sa victime il lui emprunte des moyens tirés de son acte d'accusation. La critique ne gagne rien à conclure son approche d'un sommet du XXe siècle sur un gros mot.

Alain FLAMAND

(1) Curieusement, Patrick Pierran le dit bien. Mais c'est aussitôt par un effet de prétérition à rebours pour ruiner son propos. La prétérition aurait fait mine de ne pas nommer le génie pour mieux en parler : Patrick Pierran nomme le génie de Céline pour n'avoir pas à en parler !

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Qui a peur de Céline ? - p.3 : Méli-mélos électoraux - Écoutes - p.4 : Gare à la réforme ! - Les sanglots des écolos - p.5 : Les épreuves de la continuité - p.6/7 : En Vendée : royaliste et fier de l'être ! - p.8 : L'ombre de Heidegger - p.9 : Questions autour du Sujet - p.10 : L'oeil de Vichy - Naguère, Monsieur Jadis - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La droite au pied du mur.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone :(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM :..... Prénom :.....

Adresse :.....

.....

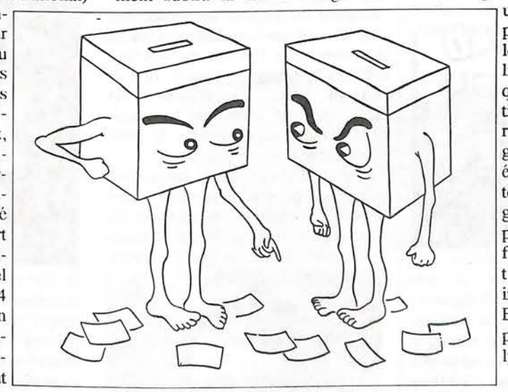
Profession :..... Date de naissance :.....

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Méli-mélos électoraux

L'écrasant succès de la droite au premier tour des législatives a rejeté dans l'ombre quelques faits qui ne sont pas sans signification. Bref relevé.

Sondages. La précision des sondages effectués par les Instituts français est rituellement vantée, à tel point qu'on prend l'habitude de considérer ce procédé discutable pour une vérité scientifique. Et pourtant les Instituts des sondages se sont souvent trompés dans le passé (sur les résultats du parti communiste, puis du Front national) et ils viennent de commettre une lourde erreur dans l'appréciation du vote écologique. Alors que certains sondages créditaient l'Entente écologique de 14% des voix, celle-ci en a recueilli moitié moins que prévu. Certes, une baisse des intentions de vote a bien été enregistrée, mais l'écart entre les derniers sondages et le pourcentage réel était tout de même de 4 ou 5 points. Explication des sondeurs ? Les écologistes ont fait une mauvaise campagne et sont donc responsables de l'erreur d'appréciation ! Comme si les sondages n'étaient pas faits pour enregistrer, justement, les variations de l'opinion. Quand le thermomètre ne fonctionne pas, c'est la faute du patient. Saluons, une fois encore, la scientificité des Instituts.



*

Chevènement. Lancé par l'ancien ministre de la Défense dans l'intention de rénover la gauche, le Mouvement des Citoyens n'a pas réussi la plus petite percée électorale. Noyé dans la foule des candidats marginaux, le Mouvement de Jean-Pierre Chevènement n'avait pas la moindre chance. Parce qu'il n'y avait pas d'espace politique pour une telle tentative. Parce que le député-maire de Belfort a cultivé jusqu'au bout l'ambiguïté vis-à-vis du parti socialiste, alors qu'une démarche « refondatrice » impliquait une scission nette et rapide, juste après la guerre du Golfe. Parce que le dernier carré de l'ancien CERES fait preuve d'un sectarisme qui a découragé nombre de bonnes volontés - y compris les nôtres. Somme toute, Jean-Pierre Chevènement subira la même marginalisation que Michel Debré à la fin des années soixante-dix, en défendant des thèmes très proches et à cause d'erreurs stratégiques semblables : l'ancien ministre de la Défense devrait finir sa carrière avec 2% des voix à la présidentielle de 1995, à moins que les résultats des législatives ne le découragent.

*

Jobertistes. Curieux Mouvement des Démocrates. On le croyait disparu, et voici qu'il refait surface le temps d'une campagne électorale, sans prévenir personne. De plus, les candidats ont été recrutés par petites annonces. A quoi bon tout cela ?

*

Royalistes. Chevènementistes et jobertistes pourront nous rétorquer que la Nouvelle Action royaliste n'a même pas présenté les cinquante candidats qui lui permettraient d'être considérée comme un parti politique. C'est que la NAR ne fait pas semblant de faire de la politique. C'est que la NAR ne se fait pas d'illusions sur ses chances électorales dans la situation actuelle. Quand elle s'inscrit symboliquement dans l'espace public, elle le dit.

*

Front national. Mauvaise surprise, et de taille : l'inexistence médiatique du Front national depuis un an n'a pas nui à sa présence sur le terrain, et le rejet du national-populisme par la droite classique a contenu les ambitions lepénistes sans les refouler. Au contraire, la gloire médiatique des écologistes et les amabilités de la droite et de la gauche à leur égard n'ont pas empêché leur déconfiture. Le pouvoir médiatique serait-il moins influent qu'on ne le dit ? En tous cas, il a un effet perturbateur sur les analyses politiques.

*

Voix perdues. Qu'il y ait eu 31% d'abstention lors du premier tour ne surprend guère. Mais on a aussi compté 1 400 000 bulletins blancs ou nuls qui indiquent un malaise profond. La gauche comme la droite feraient bien de s'interroger sur ces voix perdues, mais sensées, qui n'ont même pas trouvé la possibilité de s'exprimer par le biais d'une des très nombreuses candidatures marginales. Un million quatre cent mille citoyennes et citoyens qui se déplacent pour dire qu'ils ne peuvent choisir personne : il y a là une déception considérable, et une attente qui ne l'est pas moins.

Maria DA SILVA

Intrus

Écoutes

Le secret, c'est qu'il n'y a pas de secret. Telle est la vérité dont il faut se pénétrer quand on se mêle de politique, et qui préserve de toutes les formes, aiguës ou bénignes, de paranoïa.

Une fois ce principe posé, il importe d'y apporter quelques nuances. Si tout ce qui permet de comprendre les évolutions, les stratégies et les tactiques politiques se trouve sur la place publique, si les vrais secrets d'État sont peu nombreux et peu durables (quelques jours, quelques semaines tout au plus), il reste, en forme de déchets, un tout petit tas de misérables secrets qui font la joie des menus chroniqueurs de l'histoire.

L'affaire des écoutes téléphoniques pratiquées par la cellule antiterroriste de l'Élysée en 1985 relève de ces pratiques minables auxquelles tout pouvoir se croit tenu. Au temps de la monarchie, on plaçait des « mouches » (des informateurs) et maintenant on installe des « bretelles » : les instruments changent, les méthodes ne varient pas... Pour quel résultat ? Beaucoup de temps perdu pour pas grand-chose, et surtout une faute morale et politique qui coûte infiniment plus que les quelques renseignements glanés ici ou là.

Que le pouvoir politique soit fustigé pour ses médiocres curiosités, ce n'est que justice. Mais n'oublions pas non plus de nous inquiéter des évolutions récentes : aujourd'hui réglementées par une loi de 1991, les écoutes sont en voie de privatisation accélérée. Dans les milieux bien informés, on dit que, dans les sociétés auxquelles France Télécom sous-traite la pose des lignes téléphoniques, certains ne se gênent pas pour exécuter, à la commande, des travaux de dérivation. On peut ainsi écouter son concurrent, son adversaire, son rival, ou certains membres de son personnel. En toute illégalité et, jusqu'à présent, en toute impunité. A bon entendeur...

Y.L.

Nationalité

Gare à la réforme !

Le programme de la nouvelle majorité annonce une réforme du code de la nationalité. Tout emballement en ce domaine entraînera de vives réactions...

Pendant plusieurs années, les débats sur l'immigration et sur la réforme du code de la nationalité ont fait rage, à tel point que la France semblait divisée entre « Français de souche » et « immigrés ». Pendant plusieurs années nous avons manifesté aux côtés de nombreuses associations et publié maints articles (1) pour rappeler que le droit de la nationalité s'inscrivait dans la double tradition monarchique et répu-

blicaine du droit du sol, et que toute volonté de rompre avec ce principe multiséculaire était de nature subversive.

Par ailleurs, nous avons souvent souligné qu'une bonne part du débat sur l'immigration relevait du fantasme. Le fait est que le thème de l'immigration a complètement disparu après les déclarations spectaculaires et indignes de M. Giscard d'Estaing qui, en septembre 1992, se mit à réclamer l'adoption d'une législation fondée sur le droit du sang. La vigueur des réactions, tant à droite qu'à gauche, contribua à enterrer tout à la fois les propositions giscardiennes et le sempiternel débat sur la nationalité.

Or la thématique identitaire a fait sa réapparition dans le programme de la nouvelle majorité. Très classiquement, elle annonce un durcissement de la lutte contre l'immigration clandestine et la mise en oeuvre d'une politique globale de l'intégration. Mais la droite promet en outre la reprise de son projet de réforme du code de la nationalité, qui n'avait pu être voté en 1987 en raison de la vigoureuse campagne menée par les organisations antiracistes. Cette réforme, qui s'appuie sur les conclusions de la commission Marceau Long, consisterait à « clarifier les conditions de l'intégration » en luttant contre les mariages blancs, la polygamie et le détournement du droit d'asile, et en assignant à l'école la tâche de diffuser la culture nationale alors qu'elle favoriserait, paraît-il, le « multiculturalisme ».

Rien de très neuf ni de très scandaleux même si l'allongement du délai d'obtention de la nationalité française par mariage témoigne d'une inconséquence : on ne peut à la fois protester contre certaines formes d'immigration, et allonger le délai qui permet de devenir citoyen français. Mais il faudra être attentif en ce qui concerne les procédures d'expulsion des étrangers en situation irrégulière et, plus généralement, quant à un durcissement d'attitude en ce qui concerne le code de la nationalité. Comme en 1986-1987, une droite se laissant aller à la démagogie xénophobe provoquerait des réactions dont elle aurait avantage à faire l'économie tant il est vrai qu'elle risque de se heurter à bien d'autres formes de mécontentement.

Annette DELRANCK

(1) Nous avons rassemblé les plus marquants d'entre eux dans un petit dossier de 24 pages intitulé « *Immigration - Citoyenneté* » - Prix franco 14 F.

Amertume

Les sanglots des écolos

Un maigre résultat national, les deux chefs de l'Entente écologique éliminés dès le premier tour... Quelles sont les raisons de cette amère déconvenue ?

L'automne fut beau, et l'hiver cristallin... En novembre, les écologistes rassemblées sous la houlette de MM. Lalonde et Waechter pensaient avoir 80 députés, les sondages les mirent un temps à égalité avec le parti socialiste et, même si la fièvre verte baissa à l'approche du printemps, le capital électoral tournait encore autour de 12% des voix.

Comme des cigales, les écologistes dépensèrent en conséquence, tirant des traites sur l'avenir en oubliant que les sondages, science fictive, peuvent mentir (1). Pourquoi cet échec cinglant, alors que les résultats des élections régionales de 1992 autorisaient tous les espoirs ?

Il y a d'abord cette association contre-nature (oh ! pardon) entre Antoine Waechter, représentant de l'intégrisme vert, et Brice Lalonde qui, quant à lui, est un écologiste

politique qui ne cache pas sa volonté de récupérer l'ensemble de la mouvance écologique et qui a montré au cours de la campagne qu'il agissait pour le compte de Michel Rocard.

D'où une contradiction, sans doute clairement perçue dans l'opinion, entre le purisme écologiste, les luttes d'appareil et les rivalités personnelles qui agitent ce mouvement, et les manoeuvres politiciennes, d'ailleurs confuses, qui ont été déclenchées par le fameux « big bang » rocardien.

Une seconde contradiction a été soulignée par les écologistes eux-mêmes : alors qu'elle était censée renouveler en profondeur la vie politique, l'Entente écologique s'est contentée de répéter des slogans agrémentés de propositions floues et partielles. Il ne s'agit pas là d'une

erreur tactique ou d'une faute de communication, mais d'une limite propre à l'écologie, que nous avons souvent soulignée : dès que ce mouvement quitte le terrain de l'environnement, il est obligé de rester dans le vague ou de puiser dans les idées d'autrui (le partage du travail) puisqu'aucun projet politique ne peut être tiré de l'idéologie de la nature. D'où deux conséquences négatives : faute de conception générale, le mouvement écologique ne parvient pas à devenir un parti protestataire ; faute de s'inscrire dans une stratégie d'alliance, par purisme idéologique ou par stratégie, l'écologie ne peut entrer à l'Assemblée nationale. Le temps des révisions déchirantes est venu.

Sylvie FERNOY

(1) Si Brice Lalonde, qui reconnaissait volontiers son imprudence au soir du 21 mars, lisait plus attentivement *Royaliste*, où l'illusion sondagière se trouve régulièrement dénoncée, il aurait fait de substantielles économies...

Quai d'Orsay

Les épreuves de la continuité

Le programme diplomatique de la nouvelle majorité est d'une grande sagesse. Elle ne lui évitera pas quelques choix douloureux.

A grand bruit, l'ancienne opposition a affirmé pendant la campagne électorale qu'elle n'abandonnerait pas au président de la République le domaine de la politique extérieure puisque le gouvernement et le Parlement disposaient des moyens constitutionnels, politiques et techniques de faire prévaloir leur ligne de conduite.

Encore faudrait-il, pour faire entendre sa différence, que la droite ait à présenter un projet diplomatique sensiblement nouveau. A lire le programme de la nouvelle majorité, à entendre les déclarations de ses dirigeants, on constate que les orientations diplomatiques de la droite sont semblables à celle de la gauche sur les points cruciaux. Oubliées, les déclarations martiales sur la Bosnie-Herzégovine ; soigneusement effacées, les dissensions entre dirigeants du RPR sur la politique européenne : inspiré par une grande prudence, manifestant un souci minutieux d'équilibre, le programme de la droite s'inscrit dans une continuité sans surprise.

La construction européenne ? Elle sera renforcée, mais sous le contrôle du Parlement français. Et si l'Europe « doit être dotée des compétences nécessaires à l'exercice de ses missions », on s'empresse d'ajouter que « celles-ci doivent être limitées, et la France veillera strictement au principe de subsidiarité : rien de ce qui peut être fait par la France ne doit être fait par l'Europe ». Bien sûr, l'opposition évoque l'indépendance de la Banque de France (que le président de la République a acceptée) et annonce une initiative franco-allemande dans le domaine monétaire qui ne devrait pas gêner l'Élysée. De même, la création d'un « pilier européen de sécurité » construit à partir de l'UEO dans le cadre de l'Alliance atlantique ne bouleverse pas les données. Mais il va de soi que « la France doit conserver sa capacité de dissuasion nucléaire ».

Le rôle de la France dans le monde ? Il est rappelé de manière très classique : défense des droits de l'homme, aide aux pays les plus démunis, coopération avec l'Afrique, politique culturelle active et incitation à investir à l'étranger constituent des ambitions aussi traditionnelles que nécessaires.

Mais la traduction concrète de ces bonnes intentions ? Très banalement, elle variera au gré de la conjoncture et sera de surcroît soumise aux tentations démagogiques des deux principaux candidats de droite à l'élection présidentielle. D'où la possibilité de douloureuses contradictions entre le programme et sa réalisation, mais aussi entre le gouvernement et le Parlement, de même qu'entre le gouvernement et les candidats à la présidence.

Devons-nous envisager, comme certains de nos confrères d'Outre-Rhin, que le gouvernement décide de sortir le franc du SME pour relancer l'activité économique ? Ce choix serait diamétralement opposé à la promesse d'un renforcement de la coopération franco-allemande dans tous les domaines, puisque la politique monétaire est manifestement inscrite dans une politique d'ensemble. Ce choix, qui ne pourrait émaner que du RPR, provoquerait une crise majeure entre les deux formations de la majorité et l'on voit mal le chef de l'État rester inerte face à une telle perspective.

Faut-il s'attendre, par ailleurs, à un durcissement de la position française dans les négociations du GATT ? L'ancienne opposition proclame depuis des mois qu'elle défendra bec et ongles l'agriculture française. Mais, arrivée aux affaires, il lui faudra faire un choix difficile entre les principes européens et la défense des paysans et des pêcheurs, sans oublier les industriels, puisque le gouvernement ne peut espérer tenir durablement le grand écart.

Quant à l'ancienne Yougoslavie, on voit mal le gouvernement s'engager dans une politique procroate pour complaire à quelques membres de la majorité et le nouveau ministre des Affaires étrangères devra, comme son prédécesseur, affronter l'imbroglio bosniaque. Du moins, sur les questions balkaniques, nous pouvons espérer que ceux qui ont appelé à des décisions audacieuses prendront des initiatives qui permettront d'éviter l'extension du conflit balkanique à la Macédoine et au Kosovo. Le temps presse.

Yves LANDEVENNEC

BRÈVES

♦ **ROUMANIE** : Pendant quatre jours, du 12 au 15 mars, la reine Anne de Roumanie s'est rendue à Bucarest pour une visite à but humanitaire. L'épouse du roi Michel Ier a pu, une nouvelle fois, se rendre compte combien l'affection du peuple roumain envers la famille royale reste vivace tant l'accueil qui lui a été réservé fut chaleureux. La reine s'est notamment rendue à l'hôpital Colentina où oeuvre activement la Fondation Princesse Margarita pour porter secours aux enfants - souvent orphelins - atteints du Sida. Le premier ministre Vacaroiu a dans le même temps levé toutes les interdictions frappant la famille royale. Et si l'on en croit un récent sondage, plus de 20% des Roumains se disent favorables à la monarchie.

♦ **BULGARIE** : Le premier ministre bulgare Lyuben Berov a estimé que le roi Siméon II pouvait rentrer dans son pays comme simple citoyen, et même devenir ministre, mais qu'en aucun cas il ne serait le bienvenu s'il persistait à vouloir reprendre le trône qui lui a été confisqué par les communistes, illégalement, en 1946.

♦ **GRECE** : La polémique fait rage dans les milieux politiques grecs après les déclarations récentes du roi Constantin II et le règlement des questions financières qui lui permet de revenir quand il veut dans son pays. Deux députés se sont élevés au Parlement contre la bienveillance dont semble bénéficier l'ex-souverain grec auprès de l'actuel gouvernement conservateur. Ils ont demandé que soit retiré au roi son passeport grec - sur lequel est inscrit l'identité de « Constantin, ex-roi de Grèce » - afin de lui barrer la route de son éventuel retour à Athènes.

♦ **ITALIE** : Pour commémorer le dixième anniversaire de la mort du dernier roi d'Italie Umberto II, les monarchistes italiens s'étaient réunis en masse au Panthéon royal de Rome pour y faire dire une messe de requiem célébrée par le cardinal Silvio Oddi. Dans le même temps, la reine Marie-José faisait célébrer un office au Mexique où elle vit en exil. Les partisans de la Maison de Savoie ont profité de cette occasion pour exiger du gouvernement italien le rapatriement des restes mortuaires du roi Umberto, inhumé à l'abbaye de Hautecombe en Savoie, pour qu'ils reposent dans la nécropole royale.

♦ **AUSTRALIE** : les affaires du Commonwealth inquiètent les diplomates londoniens. Ils redoutent que l'Australie - qui a réélu le travailliste Paul Keating - n'abandonne l'Union Jack et les derniers liens qui l'unissent à la monarchie britannique. D'autant que le premier ministre de Papouasie Nouvelle-Guinée, Paias Wingti, a annoncé que si l'Australie se débarrassait de la reine Elisabeth comme chef d'État, son pays en ferait autant. Aussi le prince Charles a-t-il été engagé à multiplier les voyages officiels en Australie pour faire retomber la vague républicaine et réchauffer les ardeurs monarchistes. Le prince de Galles ne s'est pas rendu en Australie depuis 1985.

Entretien

VENDÉE 93

Royaliste et fier de l'être !

Saluée par la grande presse comme un geste à panache, la candidature de Luc de Goustine, en Vendée, dans la circonscription de Philippe de Villiers était-elle autre chose qu'un amusement de garnements irrespectueux ? Ou, au contraire, la N.A.R., par cette candidature, entendait-elle montrer le visage d'un royalisme véritable et détruire une caricature trop souvent répandue ?

◆ Royaliste : Puis-je vous demander ce que vous êtes allé faire en Vendée ?
Luc de Goustine : Commémorer 1793. Certains s'apprêtaient à gagner les élections sur le dos des insurgés du bocage vendéen. Il fallait y répondre par une insurrection authentiquement républicaine et royaliste qui réconcilie Bleus et Blancs et permette à la France de dominer enfin son passé.

◆ Royaliste : Avez-vous été entendu ?
Luc de Goustine : Oui, et non. J'ai été entendu de Philippe de Villiers qui ne s'est pas aventuré sur ce terrain, ni sur aucun autre d'ailleurs. Et j'ai été entendu, je crois, des élus et des responsables paysans ou industriels que j'ai pu rencontrer longuement. Ils ne peuvent maintenant ignorer qu'un royaliste est un citoyen plus exigeant que la moyenne. A force de faire circuler l'information et de me porter au devant du débat, j'ai été entendu aussi des journalistes qui nous ont fait la part belle... Mais je n'ai pas été entendu par les électeurs.

◆ Royaliste : Autrement dit, vous avez pris une « veste » ?
Luc de Goustine : Une redingote à la mesure des scores électoraux des royalistes dans la France contemporaine... La N.A.R. a déjà fait maintes campagnes électorales et ses scores ont toujours été grosso modo dans le même ordre de grandeur. Il n'y avait aucune raison pour que la Vendée soit une terre d'exception. Au contraire, son haut-bocage est l'un des fiefs majeurs de la droite bien-pensante. C'est là, à Saint-Fulgent, que Giscard a fait plus de 90% des voix, en 81 !

◆ Royaliste : Et nous qui continuions à croire la Vendée blanche !
Luc de Goustine : Depuis le siècle dernier, ces messieurs des châteaux et des cures cultivent le souvenir des souffrances vendéennes. Ils en ont fait un syndrome d'insularité à l'égard de la France bleue républicaine, passée depuis au rouge socialo-communiste... Au nom de cette fidélité persécutée, ils ont réussi à dompter les paysans frondeurs de 1793 - ces « jacques » qui tiraient leurs officiers nobles par les pieds de sous leurs lits pour les mener se battre ! - en enfants de choeurs dociles et en métayers consentants. Si cette petite caste reste elle-même royaliste, c'est par décantation de toutes les nostalgies : encore blessée par la fin de l'Action Française, elle en garde rancune à Rome et aux Orléans... Intégrisme religieux, vichysme, lepenisme, et légitimisme espagnol sur fond de marginalisation sociale... Il y a heureusement quelques exceptions, mais, sinon, voilà le portrait qu'on donne aux Vendéens du royaliste actuel.

◆ Royaliste : Mais l'école, majoritairement confessionnelle, a dû transmettre une éducation particulière, à cet égard ?
Luc de Goustine : Je ne sais pas où niche le « caractère propre ». Les écoles libres ont inculqué le catéchisme républicaniste le plus jacobin. J'ai assisté à de vraies colères indignées chez certains à l'idée qu'en ma personne un partisan des tyrans ose se pointer à des élections. Bien sûr, nous avons parlé avec les gens, mais ce n'est pas en six semaines que l'on refait l'instruction de cinq cantons.

◆ Royaliste : Vous manquiez de moyens ?
Luc de Goustine : Non. La NAR a mis dans cette campagne tous ses moyens ... de conviction, et l'amitié des adhérents et sympathisants est en train de faire le reste (certains messages et chèques de Suisse ou des États-Unis nous ont fait chaud au coeur !). Notre délégué départemental François Guerry, promoteur de l'initiative et candidat-suppléant, a prêté un local et, les dernières semaines, une voiture. Nicolas Lucas dirigeait la campagne assisté d'Isabelle pour le secrétariat, de Didier Le Roué, mandataire financier, et de Jean-Yves pour les publications. Les Nantais d'abord mais aussi les amis d'Anjou, de Bretagne, de Sarthe et du Maine, et même de Paris et de Rouen, ont conflué en vagues militantes successives pour aider à l'affichage, à la distribution des tracts et à l'encouragement des candidats. Nos rencontres ont été pleines de chaleur, d'enthousiasme, et d'efficacité. Quant à l'effet public, étant donné l'absence de militantisme des autres participants, je crois que si les royalistes ont produit une impression, c'est curieusement par moment une impression de puissance...

◆ Luc de Goustine sur le site du Mont des Alouettes.

◆ Royaliste : Aviez-vous une stratégie ?
Luc de Goustine : Faire connaître le candidat et la NAR en six semaines n'était pas une mince affaire. Tout a été conçu pour y concourir : relations avec la presse et les médias, rencontres avec les personnalités; les syndicats et les élus, réunions et permanences dans les chefs-lieux de cantons, conception et usage des matériels de propagande, « Lettres » du candidat à un fichier sélectionné, réponses aux associations. Le siège central de la NAR, de son côté, diffusait *Royaliste* au moyen de plusieurs centaines d'abonnements de propagande et mettait à notre disposition un numéro spécial gratuit de quatre pages qui titrait « Modernité et Tradition » tandis que Bertrand Renouvin faisait une conférence à l'Université de Nantes et venait deux fois sur le terrain... Dans l'ensemble, tout s'est déroulé dans le rythme : mise en place, action, provocation, jusqu'à la dernière phase d'activation où les journaux nous ont fait un sort privilégié. En me situant d'emblée comme « challenger » de Philippe de Villiers, les médias m'avaient laissé perpétuellement l'initiative, et nous avons été les seuls animateurs de la campagne.

◆ Royaliste : Quels thèmes aviez-vous choisis ?
Luc de Goustine : Le leitmotiv qui figurait sur le tract, les bandeaux et l'affiche était : « Un député royaliste pour tous les Vendéens ». Diverses variantes pour la même cible, les séquelles de la tragédie de 1793, le « complexe d'insularité », le protectionnisme, la croisade anti-Maastricht et le refrain catastrophiste du député sortant recevaient du candidat royaliste un démenti apaisant : « La Vendée est ouverte au monde, dynamique et généreuse. C'est ainsi que la France l'aime et a besoin d'elle », et de même sur l'affiche : « La France aime la Vendée ». A la tribune libre offerte par *Ouest-France*, j'avais donné le titre « La Vendée n'est pas une île » et à mon papier sur l'économie dans *Vendée-Magazine* le mot d'ordre pratique : « Négocier la confrontation ».

◆ Sous l'oeil attentif de Bertrand Renouvin, les candidats procèdent au baptême de Philippe de Garenne.

◆ Royaliste : Avez-vous pu mesurer l'écho de cette propagande ?
Luc de Goustine : Oui, dans deux sens opposés. Echo très favorable des interlocuteurs directs. Savez-vous que j'ai rendu visite avec Nicolas Lucas, François Guerry ou seul, à une trentaine de maires sur les 52 de la circonscription ? Plusieurs m'ont dit combien ils appréciaient notre approche constructive de la citoyenneté, la lecture rigoureuse que nous faisons de la Constitution, notamment au sujet de la fonction présidentielle, et les propositions que j'avançais pour la future action gouvernementale. Même dialogue positif avec les chefs d'entreprise et les syndicalistes paysans qui ont sur le terrain des positions proches des nôtres en matière de développement et d'aménagement du territoire. Les spécificités exemplaires du terroir où nous étions méritent d'inspirer une politique nouvelle, indispensable à la France, de reconquête de son territoire... Ces échanges furent les meilleurs moments de cette campagne. J'ai entrevu par instants la dignité qu'un mouvement de citoyens comme le nôtre pourrait rendre au politique, s'il prenait l'extension nécessaire.

◆ Royaliste : Mais les électeurs moyens, comment vous ont-ils lu et compris ?
Luc de Goustine : Faute de dialogue et d'explication, pas du tout ou à rebours. On lit peu et mal la littérature politique. On est disposé à comprendre que ce que l'on a déjà mille fois entendu. Et notre message est à la fois trop ancien et trop neuf, trop simple et trop complexe pour entrer d'un seul coup dans la tête. Alors, c'est l'affectivité qui l'emporte. Brisant les images toutes faites, notre discours d'ouverture civique et de conciliation tentant de conjurer les relents de guerre civile, de montrer la complexité de la conjoncture, l'effet réaliste que l'on peut attendre de l'alternance politique, tout cela ne cadrait pas avec l'angoisse et le désir de revanche qui s'exprimaient à chaque pas dans la rue, dans les cafés, sur les foires. Il fallait à l'opinion moyenne des remèdes simplistes au chômage menaçant (si peu présent, pourtant, dans le bocage vendéen) et un bon vieux conflit passionnel contre les « roses », sinon blancs contre bleus. Nous étions porteur d'un message de paix civile incongru. Je crois sincèrement que le score obtenu a été en partie la sanction de cet esprit de mesure et de maîtrise, qui paraît suspect de la part d'un homme public, et dont on ne ferait crédit, je crois, qu'à un prince...

◆ Royaliste : Et il n'y avait pas de prince en Vendée...
Luc de Goustine : Nous avons donc cherché le débat entre citoyens. Mes cinq « Lettres » ont atteint quelques quatre cent correspondants. Nous avons polémiqué vivement sur l'absence de représentation des centristes et des gaullistes absorbés malgré eux dans la nébuleuse villiériste, sur l'emploi éhonté fait par le député sortant de son cumul de député et de président du Conseil Général, sur le soin qu'il mettait à ne pas aborder ici les sujets sur lesquels il menait partout ailleurs une violente campagne : le refus de la cohabitation, l'éviction du président... Il était aisé de démontrer que Villiers craignait le débat sur ces thèmes, de peur d'être déjugé par sa circonscription comme il l'avait été sur le « Non à Maastricht ». Je pensais que si sa dérobade était rendue publique, il en perdrait l'estime de certains. C'est pourquoi je lui lançai, non sans un brin de dérision, ce gant de caoutchouc qui a bien amusé les journalistes ; et je constatai quelques jours après que le preux chevalier se terrait dans son château. Mais le panurgisme majoritaire ajouté à l'instinct de revanche antisocialiste allait, une fois de plus, engraisser le bourgeois aux frais du gentilhomme. Le gant de cuisine était terriblement justifié.

◆ Royaliste : Vous n'avez rien tenté d'autre pour faire « sortir le sortant »?
Luc de Goustine : Si. Il restait à se moquer de la rente de situation du grand élu et des inaugurations-bidons auxquelles il avait procédé les semaines passées pour faire sa campagne ➡

REMERCIEMENTS

Luc de Goustine et la N.A.R. remercient tout spécialement les lecteurs de *Royaliste* qui ont apporté un soutien financier direct pour la campagne (une liste en est donnée page 11) et ont permis aux royalistes de se faire entendre.

Les sommes ainsi recueillies ne couvrent néanmoins pas la totalité des dépenses engagées et la N.A.R. comblera la différence en prélevant sur son budget national. C'est dire combien nous attachons d'importance au succès de notre souscription actuelle et nous invitons tous nos lecteurs à nous envoyer rapidement une participation, même modeste (versements à l'ordre de *Royaliste* CCP 18.104.06.N Paris en précisant « pour la souscription »).

Un numéro spécial de *Royaliste* de quatre pages a été publié pour soutenir la campagne de Luc de Goustine, il sera envoyé gratuitement aux lecteurs qui en feront la demande (bonne occasion cependant pour joindre un petit chèque de soutien...).

dans les moindres villages. Nous avons « inauguré », avec Bertrand Renouvin et nos concurrents les plus sympathiques, la longue-vue du Mont des Alouettes (qu'ON avait démontée la veille par panique !), nous avons posé la dernière pierre de « la digue de Nantes à Montaigu », et enfin « baptisé » devant une ferme abandonnée « le lapin que le député sortant posait à ses électeurs » ; ce Philippe de Garenne, au ventre frotté d'herbes et arrosé de Mareuil par François Guerry suppléant, nous tendait enfin ses oreilles de citoyen... Les médias se sont délectés et, malgré la date tardive en campagne, ont publié photos et commentaires.

◆ Royaliste : Sans effet sur la conviction des électeurs...

Luc de Goustine : Vous n'ignorez pas qu'il n'y a presque aucun rapport entre les intimes convictions et le choix du bulletin dans l'isoloir. Le vote « d'utilité locale » l'a emporté. Et je suppose que sur ce point, ce politicard de IIIe République qu'est finalement Philippe de Villiers avait raison : il lui suffisait de poser au notable pour que l'on respecte sa brioche.

◆ Royaliste : Avec 65,99%, il a tout de même perdu son pari des 74,56% qu'il avait obtenu en 1988...

Luc de Goustine : Le nombre de candidats en est cause. L'arrivée du royaliste et l'écho soulevé dans les médias nationaux a aiguisé des gourmandises individuelles... Mais l'histoire retiendra peut-être que ni le P.S. (dont un dissident aura sauvé l'honneur), ni les centristes, ni les gaullistes, n'ont jugé bon de contrer l'homme de droite le plus ennemi de leurs convictions et le plus complaisant pour les thèses du Front National. Avec lui, c'est l'imposture bien-pensante qui triomphe et le racornissement qui se prétend majoritaire en France...

◆ Royaliste : Les royalistes français ont au moins marqué le coup symboliquement ?

Luc de Goustine : Symboliquement est un mot fort. Oui, symboliquement. Et si les choses se gâtent du fait de cette droite comme il est advenu déjà, honteusement, nous aurons été presque seuls à mouiller nos chemises en Vendée pour dire : non, la tradition française - la France - ne mange pas de ce pain-là.

Propos recueillis par Sylvie FERNOY

Heil und Zeit

L'ombre de Heidegger

Objet d'une véritable adulation dans la France de l'après-guerre, Martin Heidegger paraît aujourd'hui comme le philosophe du nazisme.

Ses amis s'en souviennent : après Marx et quelques autres, Maurice Clavel voulait attaquer et défaire le dernier des maîtres-penseurs de notre siècle, à savoir Martin Heidegger en personne. Enseigné en Sorbonne, encensé par les uns, christianisé par les autres, le philosophe était passionnément défendu par l'ensemble de ses épigones lorsqu'un quidam avait le front d'évoquer son rôle dans l'Allemagne hitlérienne.

Clavel est mort avant d'avoir pu mener à bien son projet, mais la bataille qu'il voulait mener a été engagée et gagnée. Le livre de Victor Farias (1), sans doute inexact sur certains points et trop peu philosophique, avait eu le mérite d'ouvrir un vaste débat qui tourna au désavantage des disciples de Heidegger. La brèche ouverte alors ne s'est pas refermée et nous avons vu paraître plusieurs ouvrages majeurs (2) qui ont contraint à reconsidérer cette oeuvre prestigieuse et séduisante.

A cet égard, Richard Wolin (3) marque des points décisifs. Pour apprécier la portée de son livre, il faut se souvenir que les défenseurs de Heidegger avaient dressé deux lignes de défense successives : d'abord réduire l'adhésion de leur maître au national-socialisme à un accident sans lendemain, puis distinguer entre l'homme et l'oeuvre lorsqu'il ne fut plus possible de nier l'engagement lucide, profond et durable de l'auteur de *Sein und Zeit* dans l'entreprise nazie. Or Wolin met au jour la relation étroite qui existe entre la pensée de Heidegger et l'hitlérisme, et explique pourquoi le philosophe a refusé de renier son adhésion au Führer.

Précisément, Richard Wolin montre que l'ontologie de Heidegger (sa pensée de l'Etre) abrite une politique cohérente qu'aucune morale ne vient préserver de ses perversions intrinsèques. De fait, le nazisme du vénéré professeur procède des catégories élaborées dans son célèbre ouvrage *Etre et Temps,* qui est publié en 1927. La critique de la modernité libérale et démocratique, l'apologie de « l'authentique », de la « décision », du « destin » se retrouvent dans les discours hitlé-

riens de l'ancien recteur de Fribourg et s'inscrivent dans la thématique de la « Révolution conservatrice » allemande qui, avec Carl Schmidt et Ernst Junger, prépara l'irrésistible ascension du nazisme.

Nul doute que Heidegger fut hitlérien parce qu'il estimait que le Führer était « du côté de l'Etre ». Et s'il prit ses distances tout en conservant jusqu'à la fin de la guerre sa carte du NSDAP, c'est qu'il jugeait que le mouvement nazi, toujours vrai et grand pour l'essentiel, était tombé entre les mains d'une clique par trop vulgaire.

Faut-il cependant disculper Heidegger, en raison du fameux « tournant » par lequel il réoriente sa pensée à la fin des années trente ? En affirmant que toute la métaphysique occidentale trouve son achèvement dans le nihilisme, le philosophe manifeste une désillusion politique. Mais il tiendra à souligner après la guerre « la vérité interne et la grandeur du national-socialisme » et, malgré l'insistance de plusieurs de ses admirateurs, il gardera un silence obstiné sur les camps d'extermination. La pensée du dernier Heidegger reste hiérarchique, hostile à la science et à la raison, profondément amorale dans son refus de distinguer entre les actes et entre les techniques - puisque le machinisme agricole est pour lui la même chose que la production de cadavres dans les camps... Reste une religiosité de l'Etre, une caricature de théologie poétisée qui masque une indifférence de fer : c'est au moment où Heidegger érige l'homme en « berger de l'Etre » que les Juifs sont massacrés par millions, c'est au moment où le monde est confronté à l'horreur des camps hitlériens que Heidegger publie sa lettre sur (et contre) l'humanisme.

Chemin faisant, Richard Wolin souligne l'ancienneté et la pertinence des critiques philosophiques qui ont été adressées à Heidegger en Allemagne et dont beaucoup n'ont pas été traduites en français. Quant à l'engouement d'une partie de notre intelligentsia pour ce maître-penseur, il mériterait un autre livre.

Jacques BLANGY

(1) Victor Farias, **Heidegger et le nazisme**, Verdier, 1987. (prix franco 143 F) et réédité en Livre de Poche (prix franco 60 F).

(2) cf. Luc Ferry et Alain Renaut, **Heidegger et les modernes**, Grasset, 1988 (prix franco 106 F) et Marlène Zarader, **La dette impensée**, Seuil, 1990 (prix franco 158 F).

(3) Richard Wolin, **La Politique de l'Etre**, Editions Kimé, 1992. - Prix franco 188 F.

Questions autour du Sujet

◆ Gérard Leclerc.

Pour ce premier tour des élections législatives, je fus à Vézelay. Dans un tel haut lieu, il y a tellement de quoi rêver et méditer. François Mitterrand avait confié, un jour, à ses lecteurs militants de *l'Unité* ses impressions à la suite d'une de ces visites qu'il affectionne. Il est bon, de temps à autre, de prendre quelque distance avec l'immédiat, fût-il l'urgent ; sommes-nous si loin de lui ? Une prière sur la tombe de notre cher Maurice Clavel. C'est aussi se resouvenir la façon dont il envisageait la politique, toujours d'en haut et vers le haut. Ce journalisme « transcendantal » n'exclut pas l'autre, celui de la prose du monde, du chômage, de nos contraintes intérieures et internationales. Mais pour nous y engager, il faut aussi savoir qui nous sommes, et ce pourquoi nous nous engageons si passionnément.

A cela, on répondra que depuis le grand effondrement des utopies, nous sommes désormais ramenés à la modestie du réel. Mais qu'appelle-t-on réel ? Je m'aperçois en lisant les Mémoires de Gustave Thibon (1) dont Vichy fit le chantre d'un assez mythique - avec la distance, c'est encore plus frappant - « retour au réel », que le compagnon mystique de Simone Weil est aussi le plus contestataire des philosophes, le plus anarchiste des chrétiens et le plus paradoxal des réalistes. « *Dieu a créé l'homme le moins possible* », dit-il, reprenant Blanc de Saint Bonnet. Ce qui me renvoie à Marie Balmary, le sous-titre de son dernier livre (2) se voulant presque plus radical : « *Dieu n'a pas créé l'homme* ». Marie Balmary, justement que je revois il y a quatorze ans dans le narthex de la Basilique, dans un même hommage fraternel à Clavel, émanant de visages si divers.

Est-ce à perdre son latin, ou son catéchisme ? Clavel, du haut de cette colline, acquiescerait, probablement assuré de l'appui de Bernard de Clairvaux. Si l'homme existe, répétait-il, c'est par cette autotranscendance qui est une trouée dans le monde. Et s'il est fils de Dieu, éventuellement de l'Église, ce n'est pas par soumission infantile à une idole ou à une institution, mais par un sursaut qui le sauve. Certes, il y a des équivoques possibles. D'où les lances rompues contre les théologiens de l'aplatissement, vous expliquant que le Christ, c'est l'homme qui a été « jusqu'au bout de lui-même ». Les lecteurs non rigoureux de Marie Balmary risquent peut-être aussi le même dérapage. Affirmer avec la Bible l'advenue du sujet à la dignité de celui qui dit « je », ce n'est pas donner son congé à Dieu, parce que c'est lui précisément, qui par sa parole suscite cette libre affirmation.

Encore une fois, cette querelle n'est pas intemporelle. En pleine campagne électorale, les éditions Albin Michel espèrent faire un coup mirifique avec la traduction du brûlot d'Eugen Drewermann *die Kleriker (Fonctionnaires de Dieu).* Le militant allemand de l'écologie profonde prétend libérer ses anciens collègues de la névrose cléricale. Des chrétiens plutôt mal dans leur peau attendent de lui une grande offensive réformatrice. N'est-il pas tout à la fois « le nouveau Luther », celui qui entend résolument accepter le rationalisme des Lumières ainsi que les secours de la psychanalyse. Hélas, c'est pour enfermer l'individu dans une religiosité où la Mère cosmique materne ses enfants incapables d'une rupture instauratrice et donc livrés à une subjectivité narcissique. Ce qui nous renvoie d'ailleurs aux impasses dramatiques de l'écologie profonde, où l'individu est incapable de se distinguer d'une nature omnidévorante (3).

Drewermann pourrait reprendre à son compte le texte de Freud, cité par Marie Balmary au début du livre et qui concerne les trois malédictions de l'homme moderne. Car il s'accorde au même pessimisme. Lui aussi déclare que depuis Galilée, le monde a perdu son centre terrestre et donc humain. Avec Darwin, le progrès scientifique nous renvoie à notre nature biologique et animale, ce qui achève toute prétention mégalomaniaque à nous mettre au-dessus de la création. Enfin la psychanalyse elle-même achève le travail en révélant que notre vie psychique obéit à des règles sur lesquelles nous ne disposons que de fort minces renseignements. Donc, l'homme n'est même pas souverain dans sa propre maison ! Il faut ajouter que Drewermann aggrave encore le système de cette dénégation de souveraineté, en préférant finalement Jung à Freud, car ainsi il empêche toute émergence de l'individu piégé dans le grand soi divin et collectif.

Marie Balmary qui n'évoque qu'incidemment le cas Drewermann, ne se préoccupe nullement du système jungien. Freud lui suffit, dont elle veut dénoncer le scientisme et l'approche purement technique où l'oubli de la relation éthique à l'autre peut produire les pires dégâts. Le fameux cas « Dora » lui fournit au passage une illustration étonnante de la déviation d'une théorie qui finit par tout accorder aux pulsions contre la liberté. Cette jeune fille de quatorze ans agressée par un adulte n'a ressenti aucune attirance sexuelle ? Elle est donc tenue pour « hystérique » : « *Je tiens sans hésiter pour hystérique toute personne chez laquelle une occasion d'excitation sexuelle provoque surtout ou exclusivement du dégoût, que cette personne présente ou non des symptômes somatiques* ». Marie Balmary conteste radicalement : « *Dora, être parlant, refuse que du plaisir sexuel lui soit imposé, sans parole. Qu'elle soit emmenée de force dans un plaisir hors sens (...) Freud ignore qu'il s'agit d'un être humain ; il ne semble voir ici qu'une femelle malade qui n'obéit plus à la loi de l'espèce* ». Encore faut-il admettre que lorsqu'il s'agit de l'homme et de la femme, la catégorie espèce n'est pas recevable, ce que n'ont pas semblé comprendre nos députés lors de la discussion des lois sur la bioéthique. Évidemment, si nous en restons à Darwin, nous sommes bloqués à la série animale dont nous sommes issus. Et le désir d'immortalité auxquels s'intéressent quelques philosophes plus réactionnaires ne peut être interprété que comme un symptôme de maladie.

La voie choisie depuis longtemps déjà par l'auteur de *L'homme aux statues* (4) (son premier livre, il y a quatorze ans) est toute autre. Elle consiste à chercher inlassablement dans ce texte fondateur qu'est la Bible la réponse aux questions qui ne sauraient avoir de réponse dans les sciences qui ne se rapportent qu'à l'homme qui n'a pas encore accédé à l'autonomie du sujet. Lors du compte rendu d'un second livre (5) je m'étais déjà intéressé à ce mode de lecture si aigu d'une psychanalyste interrogeant un texte jusqu'à le faire parler contre toutes les gloses qui l'ont englouti. Ici encore, les récits de la création, examinés comme au microscope, sont redécouverts neufs alors qu'ils ont subi la patine de tous les commentaires millénaires. Alors il apparaît vraiment, comme l'avait déjà vu Maître Eckart, que **Dieu n'a pas créé l'homme.** Il a créé l'humain, pour que l'homme advienne. Il a créé le mâle de la femelle, pour qu'l'homme de la femme. « *L'homme n'apparaît que lorsque lui-même dit le mot homme. Et il ne connaît qu'il y a « homme » que lorsqu'il reconnaît « femme » (...) Homme et femme adviennent donc ensemble, l'un par l'autre. Et, en tant qu'ils adviennent ainsi, increés* ». Je ne vois pas ce que des théologiens sérieux pourraient objecter à cette lecture interprétative qui n'est paradoxale, que pour qui ne saisit pas le paradoxe qu'est l'homme, et son rapport à la liberté. Le mode de **création** - si l'on maintient le mot - d'un être libre n'est évidemment pas celui d'un objet. Et pour entrer dans le domaine de la liberté, et donc de la loi, il faut, comme Marie Balmary accéder à l'intelligence du récit de la chute et du texte des commandements avec des yeux absolument innocents. Les théologiens sans doute discuteront, proposeront d'autres interprétations qui pourront compléter ou éclairer un peu plus. La tentative est passionnante, et même si des réserves surgissent, elles ne sauraient lui ôter sa légitimité.

J'en reviens à mon point de départ, et à ce tympan de Vézelay, merveille inégalée de l'art humain. Sur un des chapiteaux qui représente à l'intérieur de la basilique, le péché originel, il y a toute la réflexion de Marie Balmary et donc la controverse la plus actuelle et éternelle. Si le citoyen de nos cités se veut vraiment sujet, le sens de sa liberté est inséparable du symbolisme de ce chapiteau.

Gérard LECLERC

(1) Gustave Thibon - « **Au soir de ma vie** » - Mémoires recueillis et présentés par Danièle Manon - Plon - Prix franco 143 F.
(2) Marie Balmary - « **La divine origine, Dieu n'a pas créé l'homme** » - Grasset - Prix franco 143 F.
(3) Voir « **Quel ordre écologique ?** » dans *Royaliste* n^0^ 587.
(4) Le premier livre de Marie Balmary paru en 1979 (prix franco 115 F) voir *Royaliste* n^0^ 290.
(5) Le sacrifice interdit - Grasset 1986 (prix franco 125 F) voir *Royaliste* n^0^ 458.

Document

L'oeil de Vichy

Quoiqu'en dise la critique institutionnelle, l'Oeil de Vichy est, dans la mesure où il en renouvelle le genre, un excellent documentaire. Peut-être même l'événement cinématographique de l'année.

Il y a au départ du dernier film de Claude Chabrol, une intention et un parti pris. Pour ce qui est de l'intention, le cinéaste a voulu donner, à l'aide des images d'actualités diffusées dans les salles de cinéma entre août 1940 et août 1944, l'idée que Pétain et ses partisans se faisaient de la France. Juste une idée, non une idée juste, pour paraphraser Hitchcock.

La méprise de la critique tient dans ce qu'elle n'a pas voulu prendre en considération ce point de départ. En effet, il ne s'agissait pas, pour Chabrol, de rendre compte avec exactitude de l'éventail de tous les comportements français pendant l'occupation, sujet du superbe film de Marcel Ophuls, *le Chagrin et la pitié,* mais de faire le point sur la propagande pétainiste. D'ailleurs, le titre suffit à lui seul à résumer le sujet du film.

Quant au parti pris, il consistait à considérer le spectateur comme un être intelligent, pourvu d'un sens critique et capable de voir dans ce film une condamnation de l'État français à travers les images qu'il distillait et les discours de ses chefs et non un éloge. D'où la conservation des images et des textes d'origine, nécessaires pour se rendre compte de la malhonnêteté et l'ignominie de la propagande vichyssoise. D'où, également, la quasi absence d'explications complémentaires, si l'on excepte la mise en garde rédigée par, Robert Paxton et Jean-Pierre Azéma, deux éminents historiens, spécialistes de la seconde guerre mondiale, lue au début du film et les commentaires qui viennent, parfois, donner des précisions historiques concernant certains événements ou qui s'inscrivent, à plusieurs reprises, en contrepoint des images diffusées.

Il faut avoir l'esprit tordu pour prêter aux spectateurs l'intention de voir dans ce film un hymne à la gloire de Pétain. *L'Oeil de Vichy* ne montre pas moins de trois fois la célèbre poignée de mains de Montoire entre Pétain et Hitler, non pas, seulement, pour insister sur ce geste symbolique mais parce que cette image revenait sans cesse dans les actualités, signe que cette rencontre relevait d'une volonté politique bien définie.

Il est donc faux d'écrire comme le fait Jean Daniel (1) que *l'Oeil de Vichy* serait « peu compréhensible pour un jeune homme qui n'aurait pas eu comme sujet à l'agrégation d'histoire contemporaine, « *la vie sous l'occupation* » ». Si l'on pousse plus loin son raisonnement, il faudrait être diplômé de Sciences Po pour aller voter, titulaire d'une maîtrise de lettre pour lire Proust et quant au fait d'étudier Molière ou La Fontaine en classe de troisième cela relèverait de l'hérésie. Et le directeur du *Nouvel Observateur* d'en rajouter en affirmant qu'il n'a pas « une confiance éperdue dans le sens critique de tous les hommes ». Partant de ce principe, il faudrait interdire d'antenne Coluche et Bedos dont nombre de sketches peuvent être considérés comme des incitations à la haine raciale. Jean Daniel aurait voulu faire à Claude Chabrol et à son film un procès d'intention qu'il ne s'y serait pas pris autrement.

Demeurant fidèle à l'esprit qui anime l'ensemble de son oeuvre de fiction, Claude Chabrol dresse, dans *l'Oeil de Vichy,* un portrait sans complaisance des petits et gros notables qui ont une revanche à prendre sur la vie. Les Pétain, Doriot, Déat et consorts apparaissent, dès lors, comme l'incarnation du personnage de Jean Yanne dans *le Boucher.*

Nicolas PALUMBO

(1) *Le Nouvel Observateur* du 4 mars 1993.

Inédit

Naguère, Monsieur Jadis

Blondin affectionnait particulièrement ces cahiers d'écolier sur lesquels il laissait courir son écriture appliquée. Un de ces cahiers a été retrouvé. La Table Ronde le publie sous le titre « Un malin plaisir. »

Parler d'un livre que l'on a vraiment aimé, d'un amour sensible, est un exercice délicat. La dernière page tournée, on voudrait pouvoir se contenter d'un simple « lisez-le ! » et s'abandonner ensuite à la méditation. Mais il paraît que ça ne se fait pas, du moins dans la corporation des critiques. Alors, allons-y, parlons de ce plaisir sans malignité que nous offre ce « malin plaisir ».

Ce n'est pas un livre. Jamais Blondin n'a songé à la publication de ce cahier. Et je pense que ce serait une erreur d'aborder par ce biais l'oeuvre rare et précieuse du tant regretté Antoine. Le charme, ici, est celui des retrouvailles, pas de la découverte. Au fil des fragments, des notes, et des calembours, un ami se rappelle à votre bon souvenir. Il vous veut complice, et non lecteur banal. On y retrouve celui que l'on a toujours connu, avec son extrême sensibilité si pleine d'élégance, ce goût des jeux de mots comme une politesse souriante, cette ironie plus tendre et triste que cruelle. On y retrouve Antoine Blondin.

Antoine Blondin ? Ne serait-ce pas plutôt Antoine Jadis, dit Blondin. Souvenons-nous des premières lignes de « Monsieur Jadis » : « Longtemps j'ai cru que je m'appelais Blondin, mon nom véritable est Jadis. C'est celui que je viens de donner au brigadier penché sur la main-courante de ce commissariat dont je ne soupçonnais pas l'existence... » Le roman - les mémoires romanesques - date de 1970. Le cahier retrouvé s'achève la même année. Il débute en automne 1963, un an après la mort tragique de Roger Nimier. Une amitié brisée par la camarde, d'autres suivront. Antoine Blondin ne publie plus rien. Il n'écrit presque pas : des articles et ces quelques phrases posées sur un cahier d'écolier. Pendant 7 ans, les 7 ans de la gestation d'un roman vrai où l'on arrive enfin à faire revivre sur le papier les amis morts, sans larmes mais non sans tristesse, et avec le sourire parce qu'ils aimaient ça.

« Un malin plaisir », c'est Blondin et c'est aussi la naissance de Monsieur Jadis, le moment du dévoilement. Le conteur habile s'est regardé dans le miroir de la vie, il sait le bonheur enfui à tout jamais. Mais il lui reste l'élégance, une élégance teintée d'une nostalgie qu'éclaire son ironie.

Patrick PIERRAN

Antoine Blondin - « **Un malin plaisir** » - Editions de La Table ronde, 100 p. - Prix franco 87 F.

Pour le lecteur qui voudrait découvrir Blondin signalons que ses oeuvres ont été rassemblées en un volume dans la collection Bouquins (prix franco 170 F).

Sport

B.F.

Le 27 mars dernier avaient lieu au stade Pierre de Coubertin à Paris les championnats de France de Boxe Française seniors. On sait que ce sport de combat permet d'allier coups de poing et coups de pied comme le Karaté, mais à un rythme beaucoup plus rapide, avec des figures plus aériennes - qui font parfois penser à de la danse. Ajoutons que les coups sont véritablement portés et on comprendra que, bien orchestré, cela donne un spectacle violent et beau qui suscita l'enthousiasme d'un public nombreux et divers.

On remarquait la présence sur le ring comme dans la salle de nombreux jeunes Beurs. C'est en effet un des paradoxes de cette discipline, qui se veut le plus français des sports, d'attirer de plus en plus des jeunes des banlieues, en mal d'identité. Le paradoxe n'est sans doute qu'apparent puisque ce sport vieux d'environ 150 ans est bien né dans nos faubourgs et qu'il est donc normal qu'il y garde sa popularité. La « BF » a cependant depuis longtemps acquis ses lettres de noblesse - Georges Carpentier la pratiqua, elle fut présentée aux jeux olympiques de 1924, etc. Et si elle a connu une longue éclipse, des années 40 aux années 60, ce n'est pas faute d'énergie et de talents de la part de ceux qui ont su en préserver les règles et l'esprit, comme l'orfèvre royaliste de la Place des Vosges Pierre Plasait, ou le quasi mythique Pierre Barozzi dit Baruzy. Un petit livre (1) vient d'être consacré à ce dernier, présentant diverses facettes de cet athlète exceptionnel qui tout au long d'une vie bien remplie (il dirigea plusieurs entreprises et organisme professionnel et fut l'un des introducteurs en Europe des sciences de l'organisation industrielle) sut garder un sens de l'honneur et une attention aux autres qui sont aujourd'hui proposés en modèle aux tout jeunes boxeurs français.

Frédéric AIMARD

(1) Georges Gauvin et F.-D. Brecher - « **Comte Baruzy, la mémoire du vieux lion** » Barré et Dayez, 125 pages - Prix franco 75 F.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● **Mercredi 7 Avril** - L'organisation actuelle, en France, des systèmes de retraite fait dépendre les pensions des cotisations versées par les salariés actifs. La persistance d'un taux important de chômeurs, les variations démographiques (baby boom ou classes creuses) permettent légitimement de poser la question « **Qui paiera les retraites demain ?** ». C'est pour nous apporter des éléments de réponse que nous avons demandé à **Roger COTTEREAU,** vice-président d'un organisme de retraite de venir présenter son point de vue.

● **Mercredis 14 Avril et 21 Avril** - Pas de réunion en raison des vacances scolaires de printemps.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les **invitations** pour nos réunions des **« mercredis de la N.A.R. »**, faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

NORMANDIE

Pour la 4e année consécutive la grande fête antiraciste « **Au coeur des couleurs - Égalité** » aura lieu au Petit Quevilly (banlieue de Rouen) le **dimanche 16 mai**. Comme tous les ans le stand de la N.A.R. y sera présent. Nous demandons à tous nos amis de la région non seulement de réserver cette date mais aussi de nous apporter à cette occasion leur aide pratique (vente de billets, présence au stand, installation et démontage, etc).

Pour tous renseignements et pour s'inscrire contacter Philippe Cailleux au 35.80.32.88.

Un véritable royaliste est un royaliste actif ...

Le nerf de la guerre...

Nous publions ci-dessous deux listes de souscripteurs : celle de notre souscription « normale » et celle des amis qui ont répondu à notre appel pour soutenir la campagne de Luc de Goustine en Vendée. Un grand merci à tous, c'est grâce à votre aide que la N.A.R. « tient », en dépit des difficultés de toute sorte. Mais il ne faut pas relâcher l'effort car nous ne sommes pas tirés d'affaire et les échéances financières sont encore très inquiétantes.

Yvan AUMONT

Versements au C.C.P. Royaliste 18.104.06.N Paris en précisant « Pour la souscription ».

7e liste de souscripteurs

Mme Auboyneau 50 F - Florentin Bernier 20 F - Alain Boet 30 F - François Bonnet-Dupeyron 100 F - Noël Cannat 500 F - Sébastien Chauvel-Le Borgne 200 F - Philippe Clavel 30 F - Marc Desaubliaux 100 F - Bertrand Dumas- de Mascarel 500 F - Philippe Fermon 200 F - Christian Fleury 100 F - Madeleine Jarry 30 F - Guillaume Kopp 162 F - France Lasnier 65 F - Antoine Lazinier 130 F - Guy Leclerc-Gayrau 155 F - Francine Martin 100 F - Michel Paris 100 F - Jean-François Pasquier 120 F - Noël Pecout 55 F - Jean Pidancet 30 F - Bernard Piris 50 F - Jean-Marc Rittié 200 F - Roger de Roquancourt 50 F - Nafa Serkhane 350 F - Anonyme Bruxelles 300 F - Marcel Veyrenc 200 F.

Total de cette liste : 3.927 F

Liste « Spécial Vendée »

David Arnaud 250 F - Jacques Beaume 1000 F - Julien Betbeze 500 F - Michel Billiot 250 F - Jean-Jacques Boisserolle 500 F - Jean-Paul Bourdeau 500 F - Jean-François Cheneval 600 F - Denis Cribier 500 F - Arnaud Declunder 80 F - Jean Deweer 50 F - Yves Gillet 250 F - G.G. (Vendée) 100 F - Manuel Guiet 250 F - Patrick Hoffman 100 F - Isabelle Houdart 1200 F - Martin Hybler 250 F - Guillaume Kopp 250 F - Jean-Paul Lacroix 200 F - Jean-Pierre Lamy 100 F - Jean Laurent 500 F - Antoine Lazinier 250 F - Pascal Lécureuil 500 F - Jean-Yves Lignel 400 F - Jean-Patrice Masclet 250 F - Denis Matton 250 F - Jean-François Maurel 500 F - Hugues Noel 250 F - Jean-François Pasquier 250 F - Jacques de Poulpiquet 500 F - Yolande de Prunelé 500 F - André Quirin 250 F - Jean-Marc Rittié 100 F - Raymond Roche 250 F - Paul Sigaud 250 F - Nelly Queffelec 250 F - Alain Solari 250 F - Suzanne Tenot-Baudry 250 F

Total de cette liste : 12.680 F

Total général : 38.755 F

Envoyez votre participation à la souscription C.C.P. ROYALISTE 18.104.06 N Paris

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « *Royaliste* ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

ADHÉRENTS

Les cartes d'adhérents pour 1993 ont été remises lors du Congrès aux participants. Les autres seront envoyées avant le 10 avril. Si après cette date vous n'avez rien reçu, c'est, sans doute, que vous n'êtes pas à jour de cotisations...

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La droite au pied du mur

La victoire de la droite est totale. Cette victoire attendue est d'autant plus incontestable que tous les observateurs et acteurs de la vie politique s'accordent sur ses causes immédiates et lointaines mais aussi, plus ou moins explicitement, sur ce qui en limite malgré tout la portée.

La droite a gagné parce que le Parti socialiste s'est effondré, et cet effondrement tient au fait que le socialisme est depuis dix ans infidèle à lui-même : trop timorés dans leur action contre le chômage et la pauvreté, trop impliqués dans les affaires d'argent, les socialistes reconnaissent aujourd'hui leurs fautes politiques et morales. Dont acte.

La droite a gagné totalement parce que la dynamique de l'union et la logique du système électoral, rendues particulièrement efficace par la faible résistance de l'adversaire et par l'isolement des écologistes et des lepénistes, a amplifié sa victoire d'une manière exceptionnelle. C'est ainsi qu'une droite minoritaire en voix dans le pays se retrouve en situation hégémonique à l'Assemblée nationale, moins par sa volonté propre que par la faute des socialistes, surtout rocardiens, qui n'ont pas voulu donner une dimension proportionnelle au mode de scrutin.

ÉPREUVE

L'accord n'est pas moins général quant à l'appréciation des dangers que recèle une victoire de cette ampleur. Entre la violence du rejet des socialistes et la faiblesse de l'espérance qui se porte sur les vainqueurs, le contraste est manifeste. Disposant de tous les moyens nécessaires, contrôlant l'ensemble du Parlement, majoritaire dans la plupart des régions, la droite est au pied du mur, et serait sans excuse si elle ne le franchissait pas. Elle sait qu'elle n'a pas d'autre issue qu'une réussite à la hauteur de sa victoire - sinon elle subira dans deux ans le même rejet que les socialistes aujourd'hui. Pour elle, le temps de l'épreuve est venu.

Comme les dirigeants de la nouvelle majorité ont tous une solide expérience des affaires nationales et internationales, ils n'ignorent rien des contraintes diplomatiques, financières et techniques qui vont peser sur eux, ils savent que trop peu de temps les sépare de l'élection présidentielle, ils reconnaissent à demi-mot qu'ils n'ont pas de réponse globale à apporter aux crises multiples et convergentes que j'énumérais dans notre dernier numéro. Quant à leur programme immédiat de lutte contre le chômage, il n'aura qu'une portée limitée : des allégements de charges pour les entreprises, une relance dans le secteur du

bâtiment et par l'accélération de grands travaux, des dépenses budgétaires financées par des privatisations - méthode en tous points contestable - constituent un ensemble trop léger de mesures faciles et coûteuses à tous égards.

Nous sommes loin de l'utopie libérale de 1986, qui avait déjà engendré une politique fallacieuse et des résultats dérisoires. La nouvelle majorité le sait, et aurait de surcroît avantage à se rendre compte d'un point trop peu souligné : beaucoup de Français n'ont pas rejeté le Parti socialiste parce qu'il était socialiste mais, au contraire, parce qu'il les protégeait trop peu contre la violence multiforme de l'économie, parce que l'État n'était plus capable de faire prévaloir le souci de justice sociale. De droite ou de gauche, la plupart des citoyens souhaitent le maintien d'un système d'échanges libres mais organisés et soutenus par l'État, une économie mixte, une protection sociale maximale - somme toute le développement de ce socialisme à la française qui fut conçu à la Libération et remarquablement mis en oeuvre par le général de Gaulle. Car le paradoxe de la situation, que je développerai prochainement, est bel et bien le suivant : la France est fortement socialisée et entend le rester. Ceux qui méconnaîtraient cette exigence s'exposeraient à de violentes réactions, et risqueraient beaucoup plus qu'une défaite électorale : tant que la gauche ne présentera pas d'alternative crédible, les erreurs et les échecs de la droite profiteront au Front national, qui guette la faillite des conservateurs à partir de positions solidement tenues.

ATTITUDE

C'est dire que nous ne souhaitons pas l'échec de la droite. Mais notre attitude dépendra comme par le passé du respect d'un certain nombre de principes qui dessinent les limites au-delà desquelles nous exprimerions une opposition active :

- Respect de la Constitution et, tout particulièrement, des prérogatives présidentielles, contre les éventuelles provocations gouvernementales et contre de possibles emballements parlementaires.
- Respect du droit de la nationalité, et des résidents étrangers, dans la fidélité à la tradition nationale, tant monarchique que républicaine.
- Respect des grands principes de la justice sociale et de la protection générale due aux citoyens, qu'il s'agisse des salaires, des conditions de travail, de la santé publique...
- Respect des libertés publiques, tout particulièrement dans le domaine de l'information.
- Respect des principes de l'économie mixte, qui impliquent la politique active de l'État et l'existence d'un secteur public cohérent et efficacement dirigé.

Nous ne serons certainement pas seuls, pour défendre et faire prévaloir ces principes.

Bertrand RENOUVIN